

"Il faut offrir une solution politique, et pas seulement économique, à la Méditerranée"

Interrogé en exclusivité par econostrum.info lors des 9e Rencontres internationales de Cybèle à Marseille, Henry Marty-Gauquié, expert indépendant évoque l'absence de vision à long terme de l'Union européenne pour la Méditerranée comme pour l'Europe. Membre du Conseil scientifique de l'association Euromed-IHEDN, il souligne également la nécessité d'une perspective politique pour l'Euroméditerranée, portée par des outils économiques.



Pour Henry Marty-Gauquié, des problèmes de perception nuisent aux relations entre les pays du Sud et du Nord de la Méditerranée (photo : F.Dubessy)

econostrum.info : D'où vient le désamour entre les pays du Sud et du Nord de la Méditerranée ?

Henry Marty-Gauquié : Je ne suis pas sûr qu'il existe un désamour entre l'Union européenne et les pays du Sud de la Méditerranée ... Mais, il est certain que les choses et les perceptions ont changé. D'une part du fait de la crise économique mondiale. Elle a quand même très fortement impacté les revenus et les économies des pays du Sud à un moment où eux-mêmes traversaient une période de recomposition politique. D'autre part, à cause de l'implication de

quelques pays européens dans des conflits comme la Libye, l'Irak, la Syrie etc... Ceci, vu du côté de la rue arabe, a pu attiser les frustrations et donner lieu à des incompréhensions.

Il s'agissait de pays européens, pas de l'Union européenne pourtant ?

H.M-G : Absolument ! Ce n'était pas l'Union européenne en tant que telle.

La fameuse perception ?

H.M-G : Oui, ces problèmes de perception demeurent extrêmement importants, et nous les retrouvons aussi dans l'Union européenne. Les citoyens européens disent "je n'aime pas l'Europe comme elle est", sans se rendre compte qu'elle est ainsi à cause de ses gouvernants. Et eux-mêmes sont gouvernants des Etats membres, et n'ont pas trouvé de solutions.

"Créer des chaînes de valeurs euroméditerranéennes"

Pourquoi l'UE ne développe pas de politique à long terme pour le Sud de la Méditerranée ?

H.M-G : Depuis la crise économique mondiale qui explose en 2007, l'Union européenne apparaît comme incapable de proposer une vision à long terme et de mettre en place des processus d'adhésion complexes. Que ce soit vis-à-vis de son voisinage ou même en son sein. L'Union européenne recèle encore de quantités de questions à résoudre, comme l'avenir de la zone euro, la future gouvernance économique, la politique de convergence des revenus sociaux et bien d'autres.

Or, en l'état actuel, l'UE ne se trouve pas en mesure de trancher. Tout simplement, car les gouvernants de l'Union européenne s'avèrent tétanisés par la montée des populismes et par le phénomène de démocratie illibérale en Europe centrale. Ceci obère leur capacité à apporter des réponses à long terme. Face au populisme, ils sont amenés à développer une vision à court terme... qui rend aveugle sur le long terme. En Europe comme en Méditerranée.

Quelles solutions existent pour recentraliser économiquement la Méditerranée ?

H.M-G : Je reste, encore une fois, profondément convaincu que la réponse de fond reste d'abord d'offrir un projet politique et pas seulement de faire du libre-échange. Il faut offrir une solution politique et pas seulement économique. Le processus de Barcelone promettait une zone de libre-échange, donc un rapprochement purement économique. Malheureusement, sur ce point et face aux printemps arabes, l'Europe n'a pas été capable d'apporter quelque chose de convaincant avec le partenariat pour la paix et la prospérité partagée. Ceci dit, la perspective politique peut être servie par des outils économiques.

Lesquels ?

H.M-G :

Le plus important est certainement le co-développement, c'est à dire monter des chaînes de valeurs euroméditerranéennes associant donc des pays du Sud à la création de produits de plus en plus complexes, tout comme il existe des chaînes de valeurs intra-européennes. Ceci reste assez long à mettre sur place, mais c'est possible. Nous l'avons vu, notamment avec le Maroc qui s'est inséré dans ces chaînes de valeurs dans des domaines aussi complexes que

l'aéronautique ou la construction automobile. C'est faisable, mais ceci suppose que les pays du Sud atteignent eux-mêmes un niveau de sophistication dans la formation professionnelle et l'éducation ainsi que dans le développement de leur propre économie.

Par exemple, sans appareil bancaire, il ne peut pas y avoir d'investissements directs étrangers. Et sans investissements directs étrangers, il ne peut pas y avoir de création de chaînes de valeurs.



L'expert indépendant juge que l'Europe est incapable d'avoir une vision à long terme (photo : F.Dubessy)